

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

RUBIS TERMINAL VDH

CD51
BP 1012
76380 VAL DE LA HAYE

Références : UDRD.2023.04.R.29
Code AIOT : 0005801501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement RUBIS TERMINAL VDH implanté CD 51 - BP 1012 - 76380 VAL-DE-LA-HAYE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUBIS TERMINAL VDH
- CD 51 - BP 1012 - 76380 VAL-DE-LA-HAYE
- Code AIOT : 0005801501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt Rubis Terminal Val de la Haye est utilisé pour le stockage de produits divers tels que de la soude, des engrais liquides, des huiles, de la mélasse...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Compatibilité des stockages,
- Suivi du vieillissement des réservoirs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Vieillessement des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II.14	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
3	Poste de chargement et déchargement	Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article III.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II	/	Sans objet
4	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II-10	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article III.1.6	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II-12	/	Sans objet
7	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II-18 à 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le but de la visite d'inspection était de vérifier la compatibilité des stockages et le suivi des vieillissement des réservoirs du dépôt.

Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté de stockage de produits incompatibles dans une même rétention. De plus le planning des contrôles décennaux des réservoirs contenant des produits classés est à jour.

Les demandes portent sur les sujets suivants :

- transmission des rapports de contrôle interne des bacs non soumis PMII
- la mise en place d'une consigne pour l'utilisation du second poste de chargement/déchargement

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité des stockages
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Par courrier électronique du 10 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les fiches de données de sécurité des différents produits stockés sur le site. Par courrier électronique du 07 mars 2023, l'exploitant a transmis l'état des stocks du dépôt. Les produits présents sont : <ul style="list-style-type: none">• de la soude et de les engrais liquides (produits classés),• des produits non classés comme du cyanoacétate d'éthyle, de la mélasse de betterave, des protéines liquides, des huiles minérales. Le jour de l'inspection, au regard des éléments transmis, les produits stockés dans une même rétention ne présentent pas d'incompatibilité. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II.14
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention et les dispositifs de sécurité, feront l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité.</p> <p>En particulier, l'exploitant devra procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et, éventuellement, du fond des réservoirs. Ces examens seront effectués sans que l'intervalle séparant deux inspections n'excède douze mois.</p> <p>L'exploitant procédera également à l'examen intérieur de l'état des réservoirs avant toute réutilisation. Les précautions utiles seront prises pour éviter tout accident pendant ces vérifications.</p> <p>Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, on devra procéder à la vidange complète du réservoir incriminé, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier.</p> <p>Dans tous les cas, l'installation doit permettre d'accéder facilement autour des bacs pour déceler les suintements, fissurations, corrosions éventuels des parois latérales.</p> <p>La date des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial. Les opérations correspondantes seront programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté à l'inspection le dossier de suivi visuel des réservoirs réalisée en 2022. Dans ce dossier, il y a une fiche par réservoir avec les différents points à contrôler.</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté la fiche du réservoir 204, contenant de l'engrais liquide. La dernière inspection visuelle a été réalisée le 12 décembre 2022, deux capots de vannes sont notés détériorés et à remplacer. L'exploitant indique que la commande va être passée prochainement. L'exploitant déclare que tous les bacs sont enregistrés dans le tableau de suivi du plan de modernisation des installations industrielles mais que pour les bacs ne contenant pas de produits classés la périodicité des contrôles, notamment avec ouverture de bac, peuvent être un peu plus longues que celles du PMII.</p> <p>Par courrier électronique du 20 mars 2023 l'exploitant a transmis le tableau de suivi des dates d'ouverture des bacs de tous les réservoirs du dépôt. Aucune date d'ouverture de bac pour ceux contenant des produits classés n'est dépassée.</p> <p>Huit bacs (bacs n° 27, 34, 36, 37, 2, 11 21 et 31) ont une date d'ouverture dépassée, ceux-ci contiennent notamment des huiles ou du cyanoacétate d'éthyle, produits non classés dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans le planning transmis par l'exploitant, l'ouverture de ces bacs pour inspection est prévue pour 2023.</p> <p>Observation n° 1 : le suivi de l'ensemble des bacs dans le tableau PMII est une bonne pratique. En revanche, il convient de mieux cadrer la tolérance pour les bacs non soumis pour éviter des reports trop importants. Il est de la responsabilité de l'exploitant de définir les méthodes et périodicité de contrôles pour l'ensemble des bacs, et pas seulement pour les bacs PMII.</p> <p>Demande n° 1 : l'exploitant transmettra les rapports d'inspection interne des huit bacs en retard avant fin décembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Poste de chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article III.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes telles que décrites au paragraphe II.16, seront équipées de rétentions ainsi que les différents stockages de manière à récupérer tout déversement accidentel. Les égouttures d'engrais liquides et de soude seront stockées séparément.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 27 mai 2020 l'inspection avait demandé à l'exploitant de justifier le bon dimensionnement des rétentions et notamment celles associées aux camions d'engrais liquides venant charger et décharger sur le site. Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant déclare que le dépôt possède deux postes de chargement/déchargement pour l'engrais liquide. L'inspection a constaté la présence de ces deux postes de chargement. Le poste de chargement ayant posé question lors de la précédente visite d'inspection est le poste de chargement situé en bout de dépôt, à proximité du bac 204. L'exploitant indique que ce poste de chargement n'est pas utilisé en priorité mais lorsqu'il est utilisé il faut ouvrir la vanne présente sur le côté de la rétention du poste de chargement pour faire communiquer cette rétention avec celle des réservoirs 47-48-49. Ainsi le volume de la rétention du poste de chargement camion d'engrais est suffisant en cas de fuite de la citerne du camion. <u>Demande n° 2</u> : l'exploitant mettra en oeuvre avant fin mai 2023 , une consigne affichée au poste de chargement précisant la procédure à suivre pour augmenter la rétention disponible.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II-10
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation des stockages ou équipements divers, principalement ceux susceptibles de contenir des matières toxiques ou dangereuses seront obligatoirement écrites et comporteront explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt après des travaux d'entretien ou de modification.
Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté la présence d'un caniveau sur toute la longueur du dépôt et sous les postes de chargement / déchargement. L'exploitant déclare que les eaux de ruissellement sont collectées par ce caniveau, récupérées dans un premier bac pour y être traitées par débourbeur dégraisseur. Les eaux sont ensuite envoyées vers le bac n°4 et les huiles récupérées vers le bac 13 avant d'être envoyées vers une filière déchet. L'exploitant déclare que les eaux de ruissellement des postes de chargement engrais sont quant à elles traitées séparément pour éviter les problèmes d'incompatibilité entre la soude et les engrais liquides. Ainsi les eaux susceptibles de contenir des engrais sont envoyées vers un bassin, que l'inspection a pu voir. L'exploitant déclare que ce bassin se remplit l'hiver et se vide, par évaporation, l'été. A noter que l'affectation des bacs d'engrais ne change pas Par courrier électronique du 20 mars 2023 l'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchet pour des boues de curage, daté du 04 mars 2020. Observation n° 2 : En cas de changement de bac pour les engrais liquide, l'exploitant doit s'assurer que la collecte des eaux reste différenciée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article III.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage du bac 204
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence. Le cas échéant cette disposition pourra être satisfaite en limitant le remplissage des bacs notamment le n° 204. A cet effet, la surcharge du bac n° 204 sera limitée à 75,7 % de sa capacité par assujettissement d'un dispositif automatique de la vanne de remplissage. Une alarme de niveau haut devra dans ce cas être mise en place. Elle sera dissociée de l'instrumentation d'exploitation (redondance).</p>
<p>Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a questionné l'exploitant sur la limitation de remplissage du bac n° 204 (problème de densité du produit susceptible d'être contenu par rapport au bac, ou problème de la capacité de la rétention).</p> <p>L'exploitant déclare que la limitation du volume du bac n° 204 est lié au volume de la rétention associée.</p> <p>En effet le mur, commun, séparant la rétention du bac n° 204 et celle des bacs n° 47, 48 et 49 est légèrement plus bas que le mur de rétention faisant le tour, laissant ainsi une surverse possible vers la rétention voisine.</p> <p>Cette surverse ne pose pas de soucis si les bacs 47, 48 et 49 sont également utilisés pour le stockage d'engrais liquides, mais les bacs n° 47, 48 et 49 peuvent être utilisés pour le stockage de la soude, incompatible avec l'engrais liquide. Dans ce cas, le volume contenu dans le bac n° 204 doit être limité au volume de sa rétention.</p> <p>L'exploitant indique que les bacs n° 47, 48 et 49 sont toujours utilisés pour le stockage d'engrais liquides.</p> <p>L'exploitant indique que le bac n° 204 est équipé d'une poire de niveau. Si le volume d'alerte est atteint une alarme visuelle et sonore se déclenche. L'inspection a pu constater la présence du boîtier de la sirène et des diffuseurs lumineux pour l'alarme visuelle. Les boutons d'arrêt d'urgence se situent à proximité.</p> <p>L'exploitant déclare réaliser tous les premiers jeudi du mois un test de la sirène, des niveaux hauts, des vannes de sécurité positive et des motopompes pour les bacs 204, 47, 48 et 49. L'exploitant a présenté le cahier sécurité du dépôt où les derniers tests sont notés au 02 mars et 02 février 2023. Il n'y a pas de remarque associée.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II-12
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion. Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art, elle sera distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre sera maintenue inférieure aux normes en vigueur.
Constats : Par courrier électronique du 20 mars 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• le compte rendu de contrôle d'une installation électrique par infrarouge (Q19) daté du 14 mars 2022, qui conclut à « l'absence d'anomalie constatée »,• le compte rendu de vérification périodique des installations électrique (Q18) daté du 04 avril 2022, qui conclut que l'installation « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ». Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1993, article II-18 à 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.18 Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre L'établissement disposera des moyens notamment en débit d'eau d'incendie, en réserve d'émulseurs et en canons pour lutter efficacement contre l'incendie. Les moyens complémentaires à mettre en place seront suffisamment denses et répondront aux risques à couvrir. Cette prescription non contraire aux dispositions visées au paragraphe II.9, 1er alinéa sera effective pour Février 1995. Des extincteurs appropriées aux risques encourus et des détecteurs mobiles de gaz toxique seront également disponibles sur le site en nombre suffisant. Le local des surpresseurs devra être accessible à tout moment et protégé contre les risques de propagation de feu. Les bacs 12 et 22 devront être implantés dans des cuvettes de rétention séparées des autres produits stockés. II.19 Réseau d'eau d'incendie Le réseau d'eau d'incendie sera maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante. Il sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée. Les moyens disponibles seront au minimum de : <ul style="list-style-type: none">. 2 surpresseurs de 50 m3/h fonctionnant à 15 bar et de 120 m3/h fonctionnant à 12 bar,. 2 réserves d'eau de 680 m3 et de 50 m3 (bacs 12 et 22). 1 forage industriel de 35 m3/h. L'établissement disposera d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. II.20 Émulseurs L'exploitant disposera d'une réserve d'émulseurs compatibles avec les produits stockés et appropriés aux risques à couvrir. En tout état de cause, cette réserve sera d'une capacité minimale de 1 200 litres disponible en conteneurs dont les emplacements seront déterminés en vue d'une montée en puissance efficace des moyens d'intervention. A compter de Février 1995, cette réserve sera portée à 3 500 litres.

Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant déclare que le forage industriel sert à remplir les bacs n° 12 et 22. Ces bacs sont équipés de poires de niveau afin que ceux-ci restent pleins en permanence. En cas de besoin une pompe automatique corrige le niveau des bacs.

L'eau est ensuite distribuée, grâce aux motopompes, dans le réseau incendie du dépôt. L'inspection a pu constater la présence du forage, d'un groupe motopompe mobile fonctionnant à l'essence, d'un groupe motopompe fixe fonctionnant à l'électricité, un troisième groupe motopompe (fixe) était en maintenance le jour de la visite. Les pompes n'ont pas été mises en route. L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un troisième groupe motopompe pour la maintenance.

L'inspection a également constaté la présence d'extincteurs répartis sur le dépôt et de raccord pompier le long des rétentions ainsi que la présence de tuyaux d'intervention incendie dans le local incendie et la présence de 3 IBC et d'une cuve mobile d'émulseur.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet